



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 29 mars 2024

Remise du premier rapport de l'Observatoire économique de l'esport

Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, et Marina Ferrari, Secrétaire d'État chargée du Numérique, saluent la dynamique économique de l'esport français à l'occasion de la remise du premier rapport de l'Observatoire économique de l'esport à Bercy.

Cette étude, menée dans le cadre de l'Observatoire économique de l'esport, révèle une expansion remarquable du secteur de l'esport en France. En 2022, le marché de l'esport français a atteint une valeur estimée à environ 141 millions d'euros, en nette progression depuis 2019 (50 millions d'euros). L'observatoire souligne ainsi que le chiffre d'affaires global du secteur a augmenté de 55% par an en moyenne entre 2019 et 2022. Le nombre d'emplois équivalents temps plein (ETP) générés par l'esport connaît également une forte hausse sur la période pour franchir le seuil de 1 000, pour 650 en 2019.

La France peut se réjouir de voir se développer un écosystème national dynamique et prometteur, qui franchit des seuils symboliques importants en termes de chiffre d'affaires et d'emploi. Les acteurs économiques historiques constituent le socle du secteur, sur lequel il pourra se consolider. Les années récentes ont vu également l'émergence de nouveaux acteurs qui contribuent au développement de la filière et à l'innovation dans ses modèles.

Dans ce contexte, les ministres soulignent l'importance de travailler collectivement à la consolidation de l'esport français, qui passera notamment par la recherche de modèles économiques pérennes. Elles rappellent l'engagement du Gouvernement au travers de la Stratégie nationale esport 2020-2025, enrichie en 2023 par un plan d'action visant à accélérer sa mise en œuvre pour que la France devienne le leader européen du esport.

Après l'étude du Pôle interministériel de Prospective et d'Anticipation des Mutations économiques (PIPAME) de 2021, cette première publication de l'Observatoire, dont les ministres saluent la qualité, est une étape nécessaire dans la connaissance de l'économie de l'esport en France. Elle constitue une base pour mesurer l'impact des politiques publiques d'accompagnement de l'esport, pour anticiper les évolutions du secteur et pour identifier ses opportunités de croissance.

Les ministres ont enfin invité les acteurs du sport à prendre davantage en compte les enjeux sociétaux que sont l'ancrage dans les territoires, les partenariats avec les clubs sportifs, la féminisation de la pratique et la protection des pratiquants.

Le Gouvernement est plus déterminé que jamais à promouvoir un modèle de développement équilibré et responsable, en luttant notamment contre les risques d'addiction aux écrans, d'isolement, sédentarité, ou de cyber-harcèlement.

Amélie Oudéa Castéra, ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques a déclaré : « Avec cet observatoire, nous avons désormais toutes les cartes en main pour « savoir », « prévoir », et donc, collectivement, « pouvoir ». Avec un cap, à la mesure du rôle pionnier que notre pays a toujours joué en matière sportive : faire de la France une grande nation sportive, dynamique, forte et responsable. »

Marina Ferrari, secrétaire d'Etat chargée du Numérique, a déclaré : « L'esport est un laboratoire d'innovations technologiques, culturelles et sportives qui contribue au rayonnement de la France avec des joueurs de rang mondial mais aussi une belle communauté d'amateurs. Cette première publication de l'Observatoire économique de l'esport démontre la pertinence de la stratégie esport conduite par le gouvernement depuis 2020. »

Retrouvez le rapport de l'Observatoire économique de l'esport ici :

<https://www.sports.gouv.fr/sites/default/files/2024-03/t-l-charger-le-rapport-de-l-observatoire-e-conomique-esport-2024-8592.pdf>

Contacts presse :

Cabinet d'Amélie OUDEA-CASTERA – 01 40 45 92 04 – sec.presse.sports@sports.gouv.fr

Cabinet de Marina FERRARI : 01 53 18 43 70 – presse.senum@numerique.gouv.fr